

3. Perspectives d'avenir en S-T

Le gouvernement peut compter sur son programme Foresight pour orienter ses décisions à long terme sur l'avenir de sa politique de sciences et de technologie. Ce programme interactif fait appel à la vision et au partenariat de tous les intervenants du milieu pour détecter les débouchés potentiels et les tendances futures en matière de technologie et leur incidence sur la prospérité et la cohésion sociale. Il aide à la prise de décisions et constitue un processus par lequel on peut orienter la politique, l'éducation, la réglementation et la législation. Au cours des cinq premières années de sa mise en oeuvre, de 1994 à 1998, le programme Foresight a connu des progrès et la nouvelle ronde, lancée en avril 1999, cherche à en rehausser l'efficacité en élargissant les domaines d'activité et en assurant une plus grande participation.

Bien que les ministres déclarent souvent que la recherche scientifique constitue « le fondement même de la force de l'économie et de la qualité de vie en Grande-Bretagne », en 1999, la Grande-Bretagne est passée de la quatrième à la huitième place dans la ligue de la concurrence mondiale; le Forum mondial sur la concurrence attribue cette situation en grande partie au manque d'enthousiasme de la Grande-Bretagne pour l'investissement en R-D. En termes réels, le gouvernement investit maintenant en R-D 20 p. cent de moins qu'au début des années 1980 et, même lorsque les résultats de l'examen complet des dépenses se feront sentir dans deux ans, le niveau de l'investissement dans la recherche sera encore inférieur de 17 p. cent à ce qu'il était il y a 20 ans. Seulement pour se situer dans la moyenne et non pas pour exceller, la Grande-Bretagne devrait donc investir un montant supplémentaire de 700 millions de livres chaque année dans le budget scientifique. Certains intervenants ont d'ailleurs invoqué cet argument en novembre 1999, lorsqu'ils ont demandé l'élaboration d'une stratégie scientifique nationale, dont les principaux objectifs seraient, premièrement, de doubler au cours des dix prochaines années le niveau de financement de la R-D par le gouvernement, dans le domaine des sciences, du génie et de la technologie et dans celui de la santé - ils ont d'ailleurs fait valoir qu'en raison du niveau actuel des dépenses, le R-U. occupe la douzième place dans la ligue des 16 pays les plus industrialisés - et, deuxièmement, d'utiliser les connaissances scientifiques afin d'améliorer la performance du R-U. sur le plan de l'innovation. La rumeur veut aussi que, sous peu, le gouvernement fasse la première déclaration de politique scientifique d'importance au R-U. depuis 1993. La possibilité de la publication d'un nouveau livre blanc laisse entrevoir qu'on réexaminera en détail comment et pourquoi le gouvernement alloue les crédits à la recherche. Les nouvelles stratégies devraient compléter celles qui avaient été énoncées dans le livre blanc de 1993 et insister davantage sur les points suivants : promouvoir l'apprentissage à vie et une société du savoir; encourager la participation des PME; et redorer l'image des sciences dans le grand public. À la surprise générale, le gouvernement a aussi annoncé récemment qu'il allait entreprendre son deuxième examen des dépenses, CSR2000, un an plus tôt que prévu, peut-être en prévision d'élections anticipées. Les conseils de recherche travaillent donc assidûment à produire des mesures et des indicateurs de rendement susceptibles de justifier un nouveau financement pour les sciences. On craint en effet que le budget consacré aux sciences ne soit menacé par cet examen, puisqu'il est difficile d'évaluer l'efficacité des nouveaux investissements après seulement six mois. Toutefois, il semble que la recherche universitaire et sa commercialisation grâce aux liens avec l'industrie va demeurer une grande priorité, pour ce qui est du financement accordé par le gouvernement.

En plus de ces annonces récentes, le R-U. doit également faire face aux défis et aux occasions découlant de la délégation des pouvoirs. La création du Parlement de l'Écosse et des Assemblées législatives du Pays de Galles et de l'Irlande du Nord posent un grand défi, et leur impact sur les sciences, le génie et la technologie au R-U. sera crucial. La délégation des